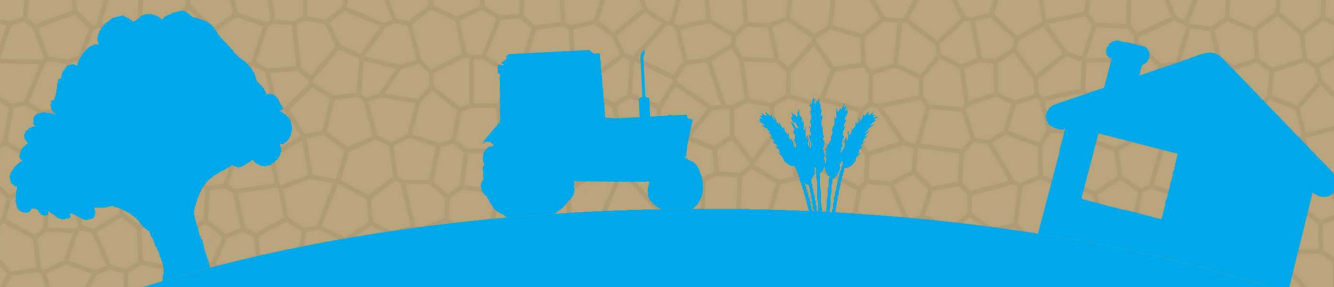


Synthèse du colloque
Paris 17 juin 2013

Eau et sécurité alimentaire

*Quels enjeux pour la France
dans le nouveau contexte
mondial et méditerranéen ?*



CERCLE FRANÇAIS DE L'EAU
L'EAU

LE MOT DES CO-PRESIDENTS



Sophie
AUCONIE

La question du lien entre eau et sécurité alimentaire s'est imposée à travers les débats internationaux depuis quelques années, et cela surtout à l'occasion du forum mondial de l'eau de Marseille. Le doublement prévu des besoins de production alimentaire semble annoncer une compétition exacerbée entre les usages, et la reconnaissance parallèle du droit à l'eau pose la question de la façon dont l'agriculture – premier consommateur d'eau au monde – va influencer dans cette question du partage. Ces questions ne sont pas uniquement des questions qui se posent dans les sphères internationales. L'actualité politique française nous a récemment amené sur ces enjeux à travers le rapport de Philippe Martin sur la gestion quantitative de l'eau en agriculture rendu public il y a peu. A travers ce rapport, émergent des thématiques chères au Cercle Français de l'Eau, comme la notion de territoire : il n'est pas certain que la question de l'eau puisse être traitée globalement, elle est avant tout une question de territorialité. Il s'agit bien de parler de coopération, de dialogue et de partage. Et non de compétition, de lutte, voire de guerre de l'eau.

Ce qui a changé ces dernières années dans notre débat vis-à-vis de l'eau agricole, c'est la reconnaissance croissante de la valeur de l'eau. Le dernier débat que nous avons eu sur l'eau et l'économie verte l'a fortement montré : nous ne pouvons plus aujourd'hui voir l'eau comme dans le passé.

Nous sommes entrés dans un monde de ressources rares. Même si la quantité d'eau reste la même, la question du partage, du fait de l'augmentation de la demande, reste un vrai problème.

Il ne peut y avoir de sécurité alimentaire sans sécurité de l'eau. L'irrigation agricole consomme aujourd'hui 70% de l'eau dans le monde, alors que seulement 10% sont utilisés pour les usages domestiques, le reste étant utilisé pour les activités industrielles. Le doublement annoncé des besoins de production alimentaire au niveau mondial d'ici à 2050, en raison de la démographie ainsi que des changements du comportement alimentaire des pays émergents, va accroître la compétition pour l'utilisation de la ressource. Il faut aujourd'hui 13 000 à 15 000 litres pour produire 1 Kg de viande de bœuf. Si nous buvons environ 3 litres d'eau par jour, nous en consommons une quantité considérable à travers notre alimentation.

Pour répondre aux demandes mondiales de nourriture, il faut « produire plus avec moins » et améliorer la gestion de l'eau. Cela implique de nouvelles façons de penser et des innovations dans les domaines technologiques, sociaux, économiques et de gouvernance. Le défi est de taille, pour le relever nous avons besoin de solides connaissances, mais aussi d'une forte volonté politique. Pour ces raisons, nous avons choisi d'aborder cette thématique lors du débat de notre Assemblée Générale.



Jean
LAUNAY



INTRODUCTION

Perspectives mondiales, européennes et françaises

Guillaume BENOIT

Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER)

Président du Groupe Eau et sécurité alimentaire du Partenariat français pour l'eau (PFE)

Au niveau mondial, le sujet « Eau et sécurité alimentaire » est un sujet de plus en plus présent, en raison de la crise de 2007-2008. Le G20 a demandé un rapport mondial sur la question. Le forum mondial de l'eau de Marseille, et le prochain en Corée en ont fait des sujets de réflexion importants.

*De nombreux défis sont à relever : en premier lieu, nourrir le milliard qui a faim (ce sont surtout des ruraux), et également le milliard supplémentaire attendu d'ici 2027. En quinze ans, le défi est considérable ; il s'agit de produire suffisamment, d'augmenter la disponibilité, ce qui peut se faire aussi en réduisant les pertes. Il existe également un enjeu d'accès à l'alimentation, c'est-à-dire de revenus. **Il faut gérer l'eau pour accroître les revenus des ruraux, qui sont les plus vulnérables. Enfin, il y a évidemment un fort enjeu de stabilité et de nutrition.***

Sans eau, pas d'agriculture

*Un des problèmes actuels au niveau mondial – cela concerne surtout l'Asie et l'Afrique, mais tous les continents sont affectés – est la **mise en danger de plusieurs systèmes productifs, du fait notamment de l'érosion des sols, de la désertification, de la surexploitation des nappes, de l'étalement urbain, etc.** L'enjeu est de mieux gérer l'eau, les sols et les systèmes, pour accroître la disponibilité. La FAO a indiqué l'objectif qui est de 60 % pour 2050.*

Les défis mondiaux

Depuis 2007, la crise a amené des émeutes contre la vie chère dans une



Guillaume BENOIT

quarantaine de pays. Un des grands défis est lié à la mauvaise répartition de la ressource. Les zones arides et semi-arides ne reçoivent que 2,5 % des eaux continentales, alors qu'elles ont une croissance démographique double du reste du monde.

***Il existe des problèmes de rareté croissante en eau, qui sont souvent des raretés économiques** - en Afrique subsaharienne il y a de l'eau, mais on manque d'argent et de capacité pour la mobiliser - **et de rareté physique**, notamment toutes les zones de climat méditerranéen. Ces raretés contribuent aux problèmes de dépendance alimentaire de certaines régions du monde. La France, grâce à ses capacités d'exportation, contribue à la stabilité internationale mais elle est entourée de pays, notamment tout le sud de la méditerranée, en proie à une très forte dépendance alimentaire.*

La prospective

*Les perspectives montrent que **la dépendance alimentaire pourrait tripler d'ici 2050**. Il existe des marges de progrès possibles, mais l'Asie, l'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, pourraient voir leurs dépendances alimentaires tripler. Il y aura une énorme croissance des transports internationaux, et des interdépendances entre les pays riches en ressources en eau et en terre, et les pays pauvres en ressources, eau et terre.*

Le changement climatique va aggraver les déséquilibres régionaux. Toutes les zones de climat dit méditerranéen vont être les plus affectées, alors qu'elles sont déjà les plus sèches.

*La conclusion du travail mené dans le cadre du PFE pour le forum mondial, qui converge avec ce qui a été piloté par la FAO est qu'**il faut agir concomitamment sur plusieurs directions à la fois : efficacité de l'irrigation, organisation, qualité de semence, mobilisation des ressources...** Quatre grands axes ressortent de ces travaux : la question de la productivité - durabilité des écosystèmes ; la question de la recherche - innovation ; la question de la petite agriculture ; la question de la gouvernance des territoires.*

*À l'échelle mondiale, la quantité d'eau nécessaire aux plantes pour nous nourrir correspond à peu près à 3 000 litres par habitant et par jour. L'eau d'irrigation représente aujourd'hui 20 % de la surface agricole et 40 % de la production. C'est la forte croissance de l'irrigation qui a été décisive dans le maintien de la sécurité alimentaire depuis 50 ans, mais elle arrive à son terme. Il n'y a plus beaucoup de progrès possibles dans l'irrigation, en termes d'extension de surface. Dans nos réflexions, il faut tenir compte de l'eau pluviale et l'eau irriguée. **Ce qui compte, c'est la capacité des systèmes à produire davantage et de façon plus durable.***

L'aspect méditerranéen

Dans les régions méditerranéennes, il faut prendre en compte les nombreuses importations nettes qui se mesurent en « eau virtuelle ». Il s'agit de la quantité d'eau qui ne vient pas de la région, mais qui est nécessaire à l'alimentation des Méditerranéens. La France est un pays qui exporte une quantité importante, 5 à 7 millions d'hectares, et 10 Km³ d'eau virtuelle.

La forte dépendance alimentaire n'était pas trop pénalisante quand les prix étaient bas, mais depuis 2007-2008, les prix mondiaux et les coûts d'importation en céréales ont explosé. Face au risque d'instabilité sociale, les gouvernements maintiennent des subventions très élevées à la consommation d'énergie et d'alimentation, qui représentent plus de 5 % du PIB en moyenne, dans les pays du sud.

En termes de ressources, il faut noter un grand déséquilibre entre la rive nord et la rive sud. La rive nord compte 90 % des ressources en eau alors que le sud compte seulement 10 %. La demande en eau bleue représente déjà 105 % des ressources conventionnelles potentielles. Il y a une asymétrie nord-sud absolument considérable.

La surexploitation des nappes renouvelables au sud est problématique : on tire plus d'eau que ce que les nappes peuvent donner, également l'eau fossile (30 % au Maghreb, et 40 % en Syrie). Il y a des problèmes de pauvreté rurale, d'érosion, de désertification, de changement climatique, d'étalement urbain.

Les pays du sud ont intérêt à cultiver des produits qui valorisent mieux l'eau : olives, oranges etc. Il s'agit d'en tirer le meilleur parti en termes d'emplois et de revenus.

Actuellement, on compte 60 millions de Méditerranéens dans le sud en situation de pénurie, avec moins de 500 m³ par habitant et par an. En 2050, avec le changement climatique et la croissance démographique, on annonce 290 millions de personnes.

La région dispose néanmoins de beaucoup d'atouts, des opportunités et des solutions : la recherche a mis en évidence qu'on pouvait améliorer considérablement la productivité en eau, les rendements et la durabilité, aussi bien dans les systèmes irrigués que dans les systèmes pluviaux ou agro-pastoraux.

Dans le domaine du pluvial, grâce au semi-direct, les rendements sont

beaucoup plus importants que dans l'agriculture traditionnelle. Les rendements ont augmenté de 30 % à 40 %, l'efficacité en eau a augmenté de 60 %, l'énergie réduite de 70 %.

Il faut travailler collectivement pour mieux gérer et organiser l'eau.

Dans ce domaine, certains pays ont une émergence extraordinaire de coopératives, de sociétés civiles, d'associations.

La situation de la France

La France a été très mobilisée lors du Forum mondial de l'eau. Depuis 2010 le PFE a réuni un groupe sur ce sujet et a publié un rapport préfacé par la FAO, regroupant 40 exemples de solutions. Ce groupe travaille désormais à l'échelle méditerranéenne.

La France est un pays qui a des défis très lourds devant elle, notamment celui du changement climatique. Nous allons vers une « méditerranéisation » assez rapide du pays. Du fait de la forte température dans le sud il y aura des baisses importantes de débits, notamment en période d'étiage. La question de l'eau va prendre de l'ampleur rapidement. La France dispose de beaucoup d'eau. Dans les bassins les plus sollicités, nous sommes à 3 %, contre 15 % en Espagne, 70 % au Maroc. La France a très peu de capacité de stockage (2,5 %) contre 200 % au Maroc, et 50 % en Espagne.

Nous avons beaucoup d'atouts, des ressources abondantes, une capacité exportatrice, beaucoup de capacités recherche et développement, mais aussi des faiblesses comme l'étalement urbain, qui fait perdre non

seulement des terres pluviales, mais également des terres irriguées. Il existe également beaucoup d'opportunités, notamment le nouvel affichage politique sur l'agro-écologie, la réduction du gaspillage.

Les menaces pourraient être de trois types : la sécurité alimentaire qui n'est pas considérée comme une priorité dans les diverses politiques, y compris agricoles ; la menace du changement climatique si l'on ne s'adapte pas à temps ; la poursuite et l'aggravation de la perte de capacité de production d'exportation, du fait notamment de l'étalement urbain, avec ses conséquences externes.

En conclusion

Les tendances observées imposent une nouvelle vision partagée ; un changement de paradigme ; de nouvelles solutions ; une excellence euro-méditerranéenne. **Il est fondamental de prendre conscience des interdépendances entre la ville et la campagne, entre l'amont et l'aval, entre les pays riches et pauvres en eau.**

Il y a un véritable enjeu de sécurisation, pour une meilleure gestion-valorisation des ressources et des écosystèmes, et une réduction des pertes.

Pour les pays à ressource rare, au sud de la Méditerranée, il existe un enjeu d'optimisation des eaux pluviales irriguées, mais également des eaux d'importation, et un enjeu de sécurisation des approvisionnements. Cela devrait nous amener à un new deal entre l'Europe et la Méditerranée. Il en va de notre stabilité collective.



TABLE RONDE

Eau et sécurité alimentaire

Les périmètres irrigués ne sont qu'une partie de la solution

Sébastien TREYER

Directeur des programmes,
Institut de développement
durable et des relations
internationales (IDDRI)

La question de sécurité alimentaire n'est pas uniquement une question de disponibilité, et donc de production à l'échelle planétaire de produits alimentaires. **C'est la question de l'accès des plus pauvres à cette alimentation mais aussi à un emploi et un revenu.**

Dans nos réflexions sur les perspectives globales, nous avons différencié deux situations, pour lesquelles nous pensons que l'irrigation ne suffira pas pour faire face aux questions de sécurité alimentaire. La première situation concerne les zones comme la méditerranée, où l'eau est déjà rare, et où la compétition avec les autres usages donnera forcément la priorité aux villes et à d'autres usages économiques qui ont une valeur ajoutée et un contenu en emplois plus fort. Dans ces cas-là, il faudra améliorer l'efficacité de l'irrigation, mais c'est sur le pluvial que les plus grandes marges de progrès seront obtenus. La seconde

situation concerne les pays de l'Afrique subsaharienne, dans lesquels l'irrigation ne semble pas être la solution majeure aux problèmes de sécurité alimentaire, car il y a de l'eau, mais elle n'est pas mobilisée.

Les périmètres irrigués peuvent contribuer aux équilibres macros, à l'échelle nationale, en termes de production agricole pour nourrir la population et permettre de fournir un emploi à des petits agriculteurs.

Cependant, le développement d'un périmètre irrigué efficace est une entreprise énorme. Cela nécessite une capacité d'investissement mais également la capacité d'organisation sociale qui va avec. **Compte tenu de l'échelle de l'augmentation des besoins de populations actives agricoles, des besoins d'emplois en agriculture pour donner un revenu en Afrique subsaharienne, les périmètres irrigués ne sont qu'une partie de la solution. L'amélioration de la gestion du cycle de l'eau pluvial est également une priorité qu'il ne faut pas négliger.**

Au niveau méditerranéen, les questions de partage de l'eau doivent se faire sur le mode du dialogue, et pas sur le mode du conflit. C'est un enjeu politique qui doit se discuter dans les termes politiques si on veut améliorer la valeur sociale et économique qu'une société tire de sa ressource en eau quand elle est rare. **Il nous faut construire des modes de gouvernance démocratiques qui permettent de comprendre où et à quels usages affecter l'eau pour qu'elle soit le plus utile.**

Dans la crise de 2007-2008, l'Égypte n'a pas pu se nourrir sans importer des céréales européennes. Un new deal entre les pays méditerranéens du nord et du sud consisterait en une vraie



Sébastien TREYER

politique de voisinage, qui mène une réflexion à la fois en termes d'exportation vers le sud, mais aussi de ce que l'on peut importer vers l'Europe pour donner des opportunités de développement à la rive sud de la méditerranée.

Nous pourrions également repenser notre aide au développement si l'on voulait réfléchir en termes de marché commun à l'échelle de cette région, et aux questions migratoires parce qu'il est possible que certains de ces paysans du sud émigrent au nord un jour. Ce sont ces questions politiques qu'il faut se poser.

Dans le cadre du programme de recherche de l'Agence nationale de la recherche, les travaux mettent l'accent sur les possibilités que l'on pourrait tirer d'innovations ou de pratiques inspirées de l'agro-écologie, pour améliorer cette gestion de l'eau à l'échelle du paysage agricole. Ils mettent l'accent sur le fait qu'avant de passer à la gestion par l'offre, il vaut mieux réfléchir à la gestion de la demande. C'est une des réflexions initiées par le ministre de l'agriculture Stéphane Le Foll sur la manière de changer de trajectoire, et produire autrement. L'agro-écologie doit être perçue comme une



manière de réfléchir à un changement de trajectoire, en matière de réduction de la dépendance à l'eau.

La réallocation intersectorielle, un scénario de plus en plus évoqué

Cassilde BRENIERE
Chef de Division Eau et Assainissement, Agence Française de Développement (AFD)

Le concept d'eau virtuelle peut être appliqué en agriculture, puisque des études montrent que pour produire 1 kg de bœuf en moyenne, 15 000 litres d'eau sont nécessaires.

Dans ce contexte, comment peut-on répondre à l'enjeu de trouver suffisamment d'eau pour nourrir la planète ? La réponse actuelle tendancielle des pays de méditerranée, est d'augmenter l'offre avec le dessalement, de réutiliser les eaux usées traitées. Mais il y a un problème d'échelle puisque 80 % de l'eau est utilisée pour l'agriculture, et cette augmentation de l'offre n'est pas suffisante pour répondre aux besoins agricoles. D'autre part ces techniques sont souvent très chères.

Pour ces raisons l'AFD a beaucoup poussé, avec le plan bleu, les techniques et les sujets de gestion de la demande. Il y a eu, entre autres, un grand projet en Tunisie, d'optimisation de l'utilisation agricole de l'eau qui a très bien fonctionné. Cependant, au final, l'impact global sur la ressource a été nul car les surfaces agricoles ont augmenté et donc le quota d'eau entre les usages est resté identique. Les agriculteurs avaient des droits d'eau, et cela a permis d'optimiser les techniques d'irrigation, d'augmenter la valeur ajoutée des cultures, les revenus des agriculteurs, les surfaces irriguées.

Mais par contre, il n'y avait toujours pas plus d'eau, puisqu'ils en utilisaient toujours autant.

Ensuite, des études prospectives, pour essayer de concevoir des scénarios tendanciels, des scénarios de réallocation et d'optimisation intra usage, ont été réalisées sur des zones en Jordanie, au Maroc dans le bassin du Souss, et en Tunisie. L'idée est d'optimiser les usages de l'eau en termes de valeur ajoutée, en allant jusqu'à une éventuelle réallocation intersectorielle. C'est-à-dire, en mettant en place des quotas. Dans un premier temps, cela conduit, d'un point de vue agricole, à favoriser les cultures à forte valeur ajoutée pour l'utilisation de l'eau dans le Souss, et en particulier toutes les cultures d'agrumes. Par exemple en Jordanie, une grosse partie de l'eau du Jourdan, sur lequel des tensions sont mondialement connues, est utilisée pour irriguer des bananes, qui ont une très faible valeur ajoutée. Comment changer ce phénomène ? La réponse est nécessairement politique.



Cassilde
BRENIER

La réallocation intersectorielle, avec l'idée de quotas et de rechercher de la plus grande valeur ajoutée, y compris avec les autres usages, est un scénario de plus en plus évoqué. D'un point de vue économique, c'est très intéressant.

Cependant, il existe un grand préalable qui aujourd'hui n'est pas existant dans les pays méditerranéens, c'est l'absence de police de l'eau pour le

milieu agricole. De ce fait, on trouve énormément de forages clandestins et de forages non mesurés. Même s'il y a un quota et une autorisation d'utilisation, on ne sait pas ce qui est utilisé. C'est sur ces sujets-là que l'AFD travaille avec ses partenaires. Parce que si nous laissons le scénario tendanciel tel qu'il est, cela conduira à faire du dessalement et à transporter de l'eau sur de très grandes distances, pour produire des biens. Que ce soit des produits agricoles, ou même des produits manufacturés, il ne seront finalement plus rentables, puisque nous serons obligés d'intégrer le coût économique de dessalement et de mobilisation de l'eau.

Dans l'état, la sécurité alimentaire ne peut être assurée au niveau mondial

Jacques PLANTEY
Association Française pour l'Eau, l'Irrigation et le Drainage (AFEID)

Le monde agricole est probablement le plus concerné par la problématique de la gestion de la ressource en eau. Il est le premier – souvent le seul – préoccupé par le grand cycle de l'eau, alors que la ville ne se préoccupe principalement que du petit cycle de l'eau.

Nous connaissons aujourd'hui une certaine rupture entre le monde agricole et la société. Celle-ci a d'ailleurs été soulignée dans l'avis sur la gestion et l'usage de l'eau en agriculture du Conseil économique et social, qui a suscité une certaine polémique. On y retrouve le résumé de tous les problèmes de compréhension qu'il peut y avoir entre le monde rural et le monde urbain.

Au niveau mondial, il est évident que dans l'état, la sécurité alimentaire ne peut être assurée : la population augmente, les surfaces disponibles pour l'agriculture sont en baisse. Nous connaissons également un développement qualitatif des



Jacques PLANTEY

besoins en nourriture. Pour couvrir nos besoins dans le futur, il faut augmenter de 60 % à 70 % la production mondiale agricole, et cela malgré les effets du changement climatique. Afin d'y parvenir, il faut agir globalement sur l'offre et la demande. Agir sur la demande nécessite de faire changer les comportements. Agir sur l'offre requiert d'aborder des questions de ressources, de développement de nouvelles ressources. Il faudra au moins 30 ans pour réaliser cela en France.

Outre le changement climatique, **il faut également considérer l'incidence fondamentale des phénomènes de crise.** Nous sommes vulnérables aux aléas. Il faut considérer les émeutes de la faim comme des signes avant-coureurs. Le changement climatique et ses conséquences montrent qu'il peut y avoir des années extraordinairement sèches, ou encore des phénomènes exceptionnels.

Il existe déjà des points de très grand stress dans les pays méditerranéens ou les pays sud-africains. Ces pays émergents sont arrivés à l'autosuffisance alimentaire, ils cherchent à conquérir, ils sont dans une dynamique constructive. **Quant à l'Europe, elle s'endort sur son autonomie et son autosatisfaction. Elle a tendance à considérer l'agriculture comme une variable éternellement ajustable.** C'est la conséquence de la domination du monde urbain sur le reste. Le monde urbain foisonne de gens vivant dans un monde artificiel, très virtuel,

entouré de béton. Ces gens ont perdu le sens des réalités, et rêvent de campagne comme lieu de récréation pour le week-end.

Dans ce contexte, l'agriculteur est considéré comme le pollueur. C'est seulement lorsque l'on commence à parler d'eau virtuelle que le citoyen commence à comprendre. Il faut effectivement 1 000 fois plus d'eau pour manger que pour boire chaque jour. Cette fausse idée se retrouve à travers un certain nombre d'idées reçues. Par exemple l'amalgame qui est fait lorsque l'on parle d'irrigation. Nous pensons systématiquement que c'est un dispositif pollueur. Il faut savoir qu'un périmètre irrigué contrôle ses intrants et garantit un meilleur rendement. Un périmètre irrigué moderne consomme 3 fois moins d'eau que le prélèvement d'eau urbain à l'hectare. Heureusement, le rapport sur la gestion quantitative du député Philippe Martin vient un peu de rétablir la situation.

On dit souvent en France que l'alimentation n'est plus un problème, et parfois même que l'agriculture est excédentaire. En effet, la nourriture se trouve aisément au supermarché. Or, l'équivalent d'un département est urbanisé tous les 8 ans, et cela aux dépens de terres agricoles.

Avec la méditerranéisation des régions du nord, **il est plus que nécessaire de commencer à se préoccuper de la sécurisation de la ressource en eau.** Il faut envisager les solutions de retenues et de transferts d'eau, non seulement pour l'agriculture, mais également pour pérenniser l'accès à l'eau des villes.



Réfléchissons à un new deal avec les pays de la Méditerranée

Xavier BEULIN

Président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA)

L'Europe doit faire un quart de tour sur elle-même, et regarder vers le sud. **Considérer demain l'alimentation, l'agriculture européenne, sans envisager en particulier la Méditerranée, y compris l'Afrique subsaharienne serait une erreur historique.** Aucune démonstration, aucune réflexion ne pourra s'affranchir de revenir à une échelle territoriale. Ne pas ramener la question de l'eau aux questions de territoire et donc aux questions locales, c'est sans doute passer à côté de l'exercice.

Il faut réfléchir à une forme de compensation économique et sociale – une sorte de **new deal avec les pays de la Méditerranée** – au regard de ce que pourrait être un système agricole orienté vers les pays du sud, reposant sur des productions de rentes plutôt que des productions vivrières pour les pays en question. Il faut considérer la valeur ajoutée tirée d'un mètre cube d'eau utilisé et imaginer demain un co-développement, qui ne soit pas simplement une relation commerciale ou une relation partenariale afin de rétablir une sorte d'équité entre le nord et le sud. **L'Europe et le bassin méditerranéen peuvent, demain, constituer l'échelle d'un territoire pertinent.** Il faut aujourd'hui s'intéresser à la ressource en eau et à sa consolidation.

Il est bien sûr nécessaire de contextualiser notre réflexion dans le contexte mondial, mais il s'agit de réfléchir à des problématiques purement locales. Nous avons compris très vite et très tôt que la gestion par bassin était préférable à une gestion centralisée. Malgré toutes ses imperfections, cette gestion par bassin a montré son efficacité. Il y a une vraie démocratie autour de l'eau en France

et beaucoup de pays s'inspirent de ce modèle. **Paradoxalement, nous sommes en train de faire le chemin inverse en « recentralisant » la gestion de l'eau.** C'est inquiétant. Sans remettre en cause la directive-cadre sur l'eau, il faut éviter de recentraliser cette politique, auquel cas nous n'aurions plus la capacité d'exprimer correctement les besoins de cette ressource.



Xavier
BEULIN

Le rapport Martin relève plusieurs points qu'il me semble intéressant de citer ici. Tout d'abord, **l'eau d'irrigation est indispensable à la sécurisation de la ressource.** Elle permet la production de semences, qui est un des pôles d'excellence français. L'irrigation dans ce cas précis est nécessaire, c'est un atout économique. Le partage de l'eau, et surtout la reconnaissance de la nécessité d'une concertation entre les différents acteurs sur notre capacité à mobiliser la ressource et à l'utiliser de manière efficace, sont les questions essentielles. Il existe des différences régionales ou territoriales, et il faut en tenir compte. Accepter cela dès le départ, permet d'identifier les solutions adaptées à chaque territoire.

Nous avons besoin d'une réelle politique publique incitative, aujourd'hui la plupart des agences et des collectivités ne veulent plus financer. Il faut arriver à lever le moratoire sur les financements des

projets de stockage qui ont été agréés. Nous pourrions aller chercher des moyens communautaires dans le deuxième pilier de la PAC afin de consolider la ressource. Cela aurait la vertu de servir les intérêts agricoles, touristiques etc. **Nous avons également besoin d'une politique de communication,** nous connaissons trop de projets agréés, contre lesquels sont déposés des recours de riverains mal informés. Ce qui donne parfois lieu à des situations aberrantes où des réserves d'eau ne sont pas utilisables car plusieurs recours de riverains ont été déposés. L'idée au fond serait de créer une co-responsabilisation des acteurs. Les agriculteurs sont aussi capables de mesurer leur consommation en période de sécheresse.

Il est nécessaire d'apporter deux petits ajustements à ce rapport. Premièrement, depuis les années 90, la PAC est accusée de défendre une certaine intensification, notamment par un jeu de primes qui favorisaient les surfaces irriguées. Aujourd'hui, nous différencions les productions, sèches ou irriguées, élevages ou végétales. Il existe encore des différences, mais **nous ne pouvons plus dire que la PAC défend le modèle intensif.** Deuxièmement, en France

les surfaces irriguées sont passées de 2 millions à 1,5 millions d'hectares, et la consommation des eaux bleues en agriculture a également baissé de 5 à 3%. Cela traduit d'abord une plus grande efficacité dans l'utilisation de la ressource, résultat d'un triptyque : l'agronomie, l'expertise, et la formation des agriculteurs. Il existe notamment de nouvelles techniques d'aspersion qui vont nous permettre de faire du goutte à goutte enterré. Ceci devrait réduire la consommation d'eau de deux tiers pour une même efficacité. Malgré tout, **il nous faudra intensifier l'agriculture, que cela nous plaise ou non. Faute de quoi l'eau deviendra un enjeu tel qu'elle sera la source de conflits géopolitiques,** le plus souvent régionaux.

Nous ne pouvons que nous féliciter que le chef de l'État, dans ses déplacements au Maroc, en Algérie, et celui qu'il s'apprête à faire en Tunisie, ait systématiquement considéré les enjeux liés à l'eau comme étant un des sujets majeurs. **Autour de cet enjeu se jouent l'avenir de l'agriculture, de l'énergie, de la capacité des territoires ruraux à fixer des populations, ça n'est pas seulement la préoccupation d'une catégorie socio-professionnelle.**



L'irrigation participe à la sécurisation de la ressource en eau

Alby SCHMITT
Directeur adjoint de l'Eau et la Biodiversité

Tout le travail du ministère de l'Environnement est de faire en sorte qu'un projet utile voit ses impacts environnementaux réduits au maximum afin d'avoir le rapport coût/bénéfice le plus élevé possible. L'irrigation fait partie de ces projets.

Le premier enjeu environnemental, que l'on oublie souvent, est **l'enjeu qualitatif : la protection des milieux, la qualité environnementale, la qualité sanitaire**. En règle générale, les nappes souterraines situées en-dessous des surfaces irriguées sont relativement plus polluées par les nitrates, et les pesticides. Cela est dû à la réduction du temps de séjour de l'eau dans le sol. Une surface irriguée draine plus de volume d'eau. L'effet de percolation réduit les temps de séjour, et par conséquent, l'efficacité de la dépollution naturelle est diminuée.

Il convient d'intégrer la notion de durabilité dans l'irrigation. Nous avons tous en tête certaines vallées comme le Nil où des périmètres entiers ont été perdus par salinisation suite à des irrigations de mauvaise qualité. En matière d'irrigation, une partie des prélèvements est perdue et retourne à l'atmosphère. Une autre partie peut retourner au milieu. Ce qui n'est pas le cas dans beaucoup d'autres domaines où l'utilisation de l'eau est temporaire, et restituée par la suite. Le bilan est plus défavorable pour l'agriculture qu'il ne peut l'être pour d'autres secteurs économiques. Cela ne veut pas dire qu'il faille crucifier l'agriculture pour autant. **Dès lors que l'on est face à un vrai problème quantitatif,**

il est nécessaire de gérer et de partager la ressource. L'anarchie que l'on peut observer en Espagne, où les prélèvements sont rarement régulés, conduit à une surconsommation et finalement à un épuisement de la ressource. Plutôt que l'anarchie en matière de gestion de l'eau, **préférons le partage et faisons en sorte que chacun puisse trouver le bon équilibre entre ces différents usages.**



Alby SCHMITT

La répartition de l'eau est un sujet politique. La création d'organismes uniques, SAGE, CLE, SDAGE, etc., permet de créer un peu de la concertation autour du partage de cette ressource, qui est limitée. Le travail des techniciens est de faire en sorte que les sujets les plus simples puissent être évacués par une approche technique. Il s'agit de réduire au maximum les consommations à la source grâce à l'utilisation des meilleures techniques disponibles. Il pourrait en être de même en agriculture. **Le travail sur les réductions de consommation, et l'efficacité, en matière d'irrigation, est également bénéfique pour l'agriculteur.** Celui qui investit dans une irrigation plus efficace, économise sur les redevances. Travaillons à réduire les consommations.

Il est nécessaire d'avoir une vision agronomique. L'irrigation c'est d'abord de l'agronomie, la bonne

culture au bon endroit. **Réduisons nos consommations à travers une redécouverte de l'agronomie.**

Nous avons une grande marge de progrès en la matière, nous ne sommes pas en avance par rapport à d'autres pays européens. **En matière d'agronomie, l'irrigation participe à la sécurisation.** L'agriculture est un métier technique, un métier qui doit s'adapter aux sols, aux territoires, à la ressource en eau, il faut avancer dans cette direction. Retrouver l'agronomie à tous les niveaux.

La ressource est limitée mais elle possède une certaine flexibilité. Pour jouer sur cette flexibilité, il faut utiliser là aussi les meilleures techniques. La recharge artificielle de nappes, ainsi que les stockages d'eau en surface, là où elles sont possibles, peuvent être des solutions. **Faisons jouer nos cerveaux d'ingénieurs, de techniciens, pour trouver les bonnes solutions en fonction des conditions propres aux territoires.** Il existe d'autres solutions en matière de gestion quantitative de la ressource qui pourraient être mises en œuvre, toujours en recherchant le respect de l'environnement.

Ces deux solutions : meilleure gestion de la ressource et amélioration de l'efficacité de l'eau, sont vraiment des « mesures sans regret ». Elles sont rentables aujourd'hui, et seront encore plus rentables demain, dans la perspective du changement climatique. Ce sont des investissements généralement à coûts relativement réduits.

Anticipons ces difficultés et jouons sur les techniques de réduction à la source et de gestion de la ressource. Allons à l'essentiel en améliorant l'existant, tout en gardant des marges de progrès. ■

Le débat a été animé par Pierre VICTORIA, délégué général du CFE
La synthèse a été réalisée sous la responsabilité de l'équipe permanente du CFE :
Lydie PERRILLAT, Rémy GAUDERAT et Pierre VICTORIA
Photographe : Rémy GAUDERAT

Le colloque a été organisé avec le soutien
du ministère de l'Agriculture,
de l'Agroalimentaire et de la forêt



CERCLE FRANCAIS DE L'EAU

10, rue Washington, 75008 Paris

01 40 08 03 69

www.cerclefrancaisdeleau.fr

